

## Cuba, terre des droits de l'homme

### Intervention d'Ernesto Rey Pino

La théorie bourgeoise des droits de l'homme accorde la priorité à la protection des droits civils et politiques. Elle ne présente les droits économiques, sociaux et culturels que comme des objectifs à atteindre progressivement, certains allant même jusqu'à les qualifier de simples aspirations de l'avenir. Pour nous il existe inévitablement une interrelation et une interdépendance entre les deux groupes de droits, de sorte qu'aucun n'a une priorité sur l'autre. Ils forment un tout inséparable.

Aucune catégorie de droits de l'homme n'est privilégiée par rapport aux autres. La déclaration et le programme d'action adoptés par la conférence mondiale de Vienne en 1993 affirme que : tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés, et que la communauté internationale doit traiter des droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance.

Les libertés d'expression et d'opinion ne pourraient pas se réaliser pleinement sans la jouissance du droit à l'éducation. Par ailleurs, le déni de droits aussi élémentaires que ceux à l'alimentation et à des services de santé empêcherait l'exercice du droit à la vie, et, partant, celui de tout autre droit politique et civil.

Cuba coopère dignement et depuis fort longtemps avec la communauté internationale dans le domaine des droits de l'homme. Or, les machineries de la propagande font, tout simplement silence là-dessus, et pire le dénaturent. Cuba a toujours prouvé par des faits concrets, mais en exigeant le plus grand respect à son égard, sa disposition au dialogue franc et ouvert dans tous les domaines, droit de l'homme y compris, malgré son opposition de principe à la manigance sélective, discriminatoire et injuste du sujet.

Notre pays a ratifié un grand nombre d'instruments internationaux en matière de droits de l'homme. Il est partie prenante de plusieurs traités en vigueur, à savoir :

- Conventions relative aux droits de l'enfant ; contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; discrimination raciale ; l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution; liberté syndicale, contre le travail forcé ; discrimination en matière d'emploi et de profession ;

La démocratie à Cuba repose sur la participation politique la plus profonde et la plus authentique, sur la pluralité d'opinion, laquelle influence la formation de consensus qui détermine le cours politique, économique, social et culturel de la nation, et sur le fait que chaque cubain est à la fois participant et bénéficiaire du pouvoir. Tous les Cubains accèdent sans discrimination aux services publics essentielles comme l'éducation, la santé, (le deux gratuites), la sécurité et l'assistance sociales.

Le système démocratique cubain répond aux exigences d'authenticité, de légitimité, de justice et d'efficacité. La protection et la garantie des droits et libertés des citoyens cubains que consacrent la Constitution de la République et le reste de la législation nationale, non seulement sont compatibles avec la nature et la portée de ces mêmes droits et libertés entérinés dans la déclaration universelle, mais elles ont des rapports bien plus vastes et globaux.

Les critiques faites à Cuba au sujet de prétendues restrictions aux droits civils et politiques reposent sur des conceptions politiques dogmatiques et fondamentalistes formulées par les idéologues des centres de pouvoir dans les puissances industrielles occidentales. Ces critiques méconnaissent et minimisent les menaces et les risques que la politique d'hostilité, d'agressions et de blocus génocide du gouvernement des Etats-Unis, fait peser sur l'existence même de la nation cubaine. Il ne manque pas d'arguments juridiques et de constats pratiques pour écarter ces critiques et faire la part entre la vraie réalité cubaine et les mensonges et l'intoxication fabriqués de toute pièce par ceux qui s'efforcent d'occulter la vérité au sujet de notre politique qui offre aux citoyens la jouissance des droits civils et politiques.

Nul ne prétend que les opinions des Cubains soient unanimes, il existe au contraire une large gamme d'idées et d'initiatives, et les moyens de les faire entendre.

La réalité des prisons cubaines n'a absolument rien à voir avec l'enfer qui prévaut dans les pénitenciers par exemple des Etats-Unis ou même en Europe, qui ose condamner Cuba. Nous travaillons depuis des années pour transformer les prisons en écoles, pour sauvegarder et orienter les jeunes et les mineurs qui auraient tendance à commettre des délits. L'objectif final est de réinsérer dans la société une majorité de détenus dotés d'un niveau culturel et éducationnel, ou avec un métier.

Amnesty International contrairement aux rapports concernant les pays de l'Union européenne n'a rapporté, pour ce qui concerne Cuba : aucun cas d'assassinat politique

(GB) ; aucun cas de torture ou traitement inhumain (Belgique, Chypre, l'Estonie, la France, la Grèce, l'Italie, GB, République tchèque, la Lettonie, Malte); aucun cas d'utilisation de preuves obtenues sous la torture (Allemagne); aucun cas de disparition (Estonie); aucun cas d'enlèvement de personnes par les autorités (l'Italie) ; aucun cas de violation du droit à la vie (Suède) ; aucun cas d'impunité suite à un crime commis par des agents de l'Etat (l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, la république tchèque et GB) ; aucun cas de trafic d'êtres humains; aucun cas de violence systématique contre les femmes ou contre des minorités (par tous dans l'Europe) ; aucun cas de répressions contre les manifestants, de famille expulsées de leurs logement, de mineurs incarcères, de malades mentaux mis en prison, de suicide ou d'automutilations en prisons, de manque d'attention médicale, aucun cas de violences policières (dans tous les pays de l'Europe) ; pas non plus de traite des êtres humains, de suspension des garanties constitutionnelles (France), entre autres.

Cuba dispose de l'espérance de vie la plus élevée et du taux de mortalité infantile le plus bas du tiers-monde, et est le seul pays de l'Amérique Latine à avoir éradiqué la dénutrition infantile, à s'être libéré de l'analphabétisme (depuis 1961) (Venezuela 2005). Cuba est l'un des rares pays du monde où il n'y a pas d'enfants abandonnés, pieds nus, dormant dans les rues, déscolarisés, sans soin, obligés à travailler ou sexuellement exploités. Selon l'UNICEF chaque jour 36 000 enfants meurent de faim ou de maladies curables dans le monde.

Si nous ajoutons à ça la coopération internationale de Cuba, nous devons signaler : près de 132 000 médecins et techniciens de la santé qui ont travaillé bénévolement dans 102 pays. Actuellement les collaborateurs cubains sont 38 000 dont 25 000 médecins, et le reste dans les domaines du sport et de l'éducation dans 108 nations du tiers-monde. Nous avons créé en 1998 l'école de médecine qui a déjà diplômé 8 000 étudiants de l'Amérique Latine et des Etats-Unis, l'Opération Miracle qui a bénéficié à presque un million et demi de malades, la méthode « Moi je peux » que a permis l'alphabétisation de plus de 3 millions 900 000 personnes de 23 pays; 2 000 médecins envoyés au Pakistan après le séisme, et la coopération en Haïti. Il faut mentionner aussi les 18 328 jeunes boursiers de 17 pays qui font aujourd'hui leurs études à Cuba et les 46 000 de 128 nations qui ont déjà été diplômés dans les derniers 40 ans, dans des disciplines comme les télécommunications, l'informatique, l'économie, l'architecture, etc.

Le peuple cubain a été victime d'invasions mercenaires, d'agressions biologiques, radiophoniques et télévisuelles, d'encouragement extérieur à l'émigration illégale et

violente, de plans d'assassinat des principaux dirigeants, de sabotages et d'actions terroristes, qui ont causé des dommages directs à des cibles économiques et sociales pour plus de 54 milliards de dollars, la mort de 3 478 personnes et l'invalidité permanente de 2099 autres.

Cuba espère que la justice et la vérité s'imposeront. Le peuple cubain continuera de lutter pour défendre ses droits à l'autodétermination, au développement, à la paix, et à un ordre international plus juste, plus démocratique et plus équitable où l'objectif de : tous les droits de l'homme pour tous pourra devenir une réalité. Cuba est prête à donner son talent, ses efforts, voire son sang, pour cette juste revendication.

Ernesto Rey Pino

« Cuba, terre des droits de l'homme »

Salon-de-Provence, 19 novembre 2010